

# LA NATION

## journal vaudois



Fondée en 1931, la Nation est le journal bimensuel de la Ligue vaudoise, mouvement politique hors partis voué au bien commun du Pays de Vaud.

Le numéro: 3 francs. Abonnement annuel: 72 francs; gymnasiens, apprentis et étudiants: 30 francs; payable au compte de chèques postaux 10-4772-4

### La politique du pire

Une enseignante de nos amies, lassée de se battre depuis trop longtemps contre les réformes scolaires, nous avoue caresser parfois le secret désir que les choses s'aggravent encore. Cela permettrait aux Vaudois de se rendre enfin compte qu'ils ont pris la mauvaise direction et qu'il faut en changer.

Notre amie esquisse ici un premier pas, certes feutré, vers ce qu'on appelle «la politique du pire».

Dans sa version active, la politique du pire consiste à porter volontairement, positivement, si l'on ose dire, préjudice à son propre camp, dans le but de galvaniser les troupes et de les convaincre de l'absolue nécessité de se battre et de gagner. C'est ainsi qu'on a soupçonné le Hezbollah d'avoir procédé à des bombardements stratégiquement inutiles dans le seul but de susciter une réaction disproportionnée de la part d'Israël. Il faisait ainsi coup double, renforçant la détermination des Palestiniens à lutter contre l'Etat hébreux tout en ternissant la réputation de ce dernier aux yeux des médias et de l'«opinion mondiale».

La politique du pire poussée à son terme, c'est le nihilisme: le monde va globalement tellement mal que la seule issue est de tout casser. De toute façon, on n'a rien à perdre. A partir des ruines, on pourra repartir sur des bases nouvelles. Le nihiliste ne propose pas une structure politique de remplacement. Il est comme ces casseurs de mai 68 qui, lorsqu'on leur demandait ce qu'ils voulaient, coupaient court en répondant «là n'est pas la question!...». C'est l'idée du «chaos créatif», l'espoir d'un nouvel ordre qui serait engendré par le désordre.

C'est l'idée, désespérée sur le fond et cynique quant aux moyens d'exécution, que quelque chose – et quelque chose de meilleur – va naître de rien!

La version «Café du Commerce» de la politique du pire est plutôt passive. On se plaint entre amis de l'affaiblissement de l'armée, du mépris dans lequel le travail est tenu, de la pollution croissante, de la disparition de la pratique religieuse. Et on espère que le destin nous enverra quelque remède de cheval, «une bonne petite guerre» – c'est la formule traditionnelle – qui redonnera aux jeunes Suisses le goût du service à la patrie, ou une bonne petite crise, avec baisse des salaires et hausse du chômage, pour faire reprendre aux gens le goût du travail, ou une bonne petite pollution qui fera prendre conscience à l'humanité des risques que lui fait courir une exploitation désinvolte des ressources terrestres, ou un ou deux bons petits attentats islamiques qui ramèneront les populations européennes dans le giron de l'Eglise.

En réalité, les habitués du Café du Commerce n'espèrent pas vraiment cela. Il s'agit plutôt d'un fantasme compensatoire, d'un baume verbal qui leur fait momentanément oublier leur impuissance.

La politique du pire est contre-nature: il est impensable pour un esprit tant soit peu équilibré d'aggraver volontairement une situation. Notre enseignante, si furieusement opposée soit-elle à la méthode de français choisie par le Département, a trop le sens de ses responsabilités pour mal enseigner exprès et sacrifier une volée d'élèves dans le but d'obtenir un changement de méthode. Elle s'effor-

ce au contraire d'en compléter les insuffisances. C'est tout à son honneur.

Sa politique du pire sera purement passive: elle va s'en tenir strictement à son travail en attendant d'éventuels jours meilleurs et sans plus s'occuper de la réforme et des réformateurs, reprenant à son compte la formule bien connue: «C'est moi qui commande dès que j'ai fermé la porte de la classe».

Et ça, ce n'est pas à son honneur, car elle sait, au fond, que ce n'est pas vrai. On ne peut isoler complètement le travail en classe de l'évolution générale de l'école. Les décisions prises au-delà de la porte influencent peu ou prou ce qui se fait en deçà. C'est, de la part de cette enseignante, un manque de solidarité corporative qui se retournera tôt ou tard contre elle, son enseignement et ses élèves.

Dans un même esprit d'abandon, nombreuses sont les personnes qui refusent de s'intéresser à la politique. «De toute façon, ils font ce qu'ils veulent» est la formule de base de la politique du pire passive. *La Nation* s'inspire d'un esprit exactement contraire: plus ça va mal, plus il est nécessaire de s'occuper des tenants et aboutissants. C'est quand tout va bien qu'on peut se contenter de s'occuper de ses affaires, et que notre enseignante peut, en toute confiance, refermer la porte derrière elle.

Et que veut dire *pire*? Pire que quoi? Ce comparatif, dépourvu d'un deuxième terme qui permettrait de fixer la comparaison, annonce une dégradation potentiellement illimitée. D'une certaine manière, d'ailleurs, c'est bien ça: comme il reste toujours quelque chose à détruire, on peut toujours faire pire que le pire. Et

de fait, nous sommes sur certains points de nos mœurs, de notre politique étrangère, de l'école ou de l'Eglise, au-delà du pire tel que nous nous le représentons il y a une trentaine d'années.

Pourtant, et c'est là que gît l'erreur fondamentale de la politique du pire, cela ne fait pas réagir grand monde. Au contraire même, le monde réagit moins et moins bien qu'avant. On s'indignait plus vigoureusement et plus efficacement quand les choses allaient mieux.

Et c'est normal. Une proposition institutionnelle, si judicieuse soit-elle, a besoin d'un milieu politique cohérent pour être reçue et incorporée à l'ordre social. En laissant les choses empirer, on la prive de ce milieu fécond: dans la cacophonie du pire, elle ne sera qu'une note parmi les autres, pas plus utile, pas moins dissonante. Ensuite et surtout, le «politicien du pire» n'échappe pas plus que ses contemporains à l'évolution des choses. Il serait assez prétentieux de sa part de croire que toutes les institutions qui lui permettent d'exister et d'agir puissent se dégrader sans que lui-même en soit affecté. En fait, on s'habitue à vivre plus mal, à manger plus mal, à parler plus mal, à penser plus sommairement. On s'habitue au bruit, à l'impolitesses et au vandalisme. On s'habitue à ne plus être choqué, à ne plus distinguer. On devient indifférent.

A supposer donc que nous atteignons le pire, aurons-nous encore la lucidité, l'imagination, la volonté, la force, le courage, l'obstination nécessaires pour remonter le courant? Aurons-nous même conscience qu'il y a un courant à remonter?

OLIVIER DELACRÉTAZ

### Blonay à Budapest

Le musée des Beaux-Arts de Budapest contient une quantité de trésors telle qu'une journée suffit à peine pour faire le tour des salles. Si l'on suit un ordre approximativement chronologique, arrivé à mi-parcours, déjà rassasié de merveilles accumulées, on a l'œil attiré par un petit cadre où l'on croit reconnaître un site familial. On se penche sur l'étiquette: «Gustave Courbet, Ornans 1819 – La Tour de Peilz 1877. *Château de Blonay*». Le tableau est petit par la taille (50x60 cm) mais grand par l'inspiration d'un artiste qui a pris à contre-pied toutes les séductions du pittoresque.

Au premier plan, un verger squelettique et noirci par les rigueurs de l'hiver survit dans une neige croupie ou délavée par la pluie. Le maigre branchage des fruitiers est comme absorbé par l'épaisse futaie qui oppresse le château d'une sombre couronne, au second plan. Occupant le centre du tableau, l'imposante bâtisse reste claquemurée dans un silence inexpugnable. Ni effroi, ni vertige ne saisissent l'observateur, contrairement aux effets recherchés par les peintres des *burgs* romantiques et autres ruines

gothiques, mais une espèce de tristesse solennelle et serene. Au bord du tableau, une maison minuscule passerait inaperçue sans l'éclairage d'une fenêtre qui donne une touche de vie à ce paysage austère. Une mince lisière turquoise figure les eaux agitées du Léman, juste avant ou juste après une chute de neige. Le fardeau persistant de la masse nuageuse en camaïeu de gris masque les Alpes et le Jura. Au loin, l'horizon s'ouvre timidement en nappe liquide jaunâtre: il fait cinq degrés et il y a peut-être une percée de soleil du côté de Genève.

L'œuvre a connu une fortune singulière. Il faut remonter à 1866, soit quelques années avant l'établissement de Courbet en terre vaudoise. Cette année-là, il peint, à la demande de Khalil Bey, ambassadeur de l'Empire ottoman à Paris, un tableau audacieux intitulé *L'origine du monde*. Ce tableau érotique célèbre représente, en gros plan et avec un réalisme cru, les détails de l'anatomie intime féminine. A la mort de Khalil Bey, il est acquis par un antiquaire, chez qui Edmond de Goncourt le voit en 1886. Mais il est occulté par un autre tableau de dimension semblable: le

*Château de Blonay* qui, articulé par une charnière, permet de déinvités l'œuvre licencieuse, après le souper, une fois les enfants au lit. Notre beau château comme cache-sexe, quel culot tout de même! Plus tard, juste avant la première Guerre, ce singulier diptyque est acheté par un collectionneur hongrois, le baron Mór Lipót Herzog, qui conserve le *Château de Blonay* et cède *L'origine du monde* à un compatriote, peintre de renom lui-même collectionneur, Hatvany Ferenc (François de Hatvany, Budapest 1881 – Lausanne 1958). Après quelques vicissitudes, ce tableau est désormais visible au Musée d'Orsay, depuis une quinzaine d'années.

Revenons à notre Blonay de Hongrie. Le baron Herzog était un banquier juif, un des plus grands collectionneurs d'art du monde au début du XX<sup>e</sup> siècle: il possédait quelque 2500 pièces, choisies avec un goût remarquable, sculptures antiques, Cranach, Greco, Zurbarán, Raphaël, Corot, Renoir, Monet... et quelques Courbet. Hélas, pendant la guerre, la collection a été confisquée par les Nazis et partiellement dispersée. A la fin des hostilités, les héritiers de Herzog (mort en

1934) avaient émigré aux Etats-Unis, cependant que les principales œuvres dérobées étaient remises à l'Etat hongrois qui les a attribuées à des musées nationaux. Un accord global entre la Hongrie communiste et les Etats-Unis a été conclu en 1973, sous-estimant la valeur réelle des œuvres. C'est pourtant au nom de cet accord que l'actuel gouvernement refuse la restitution d'une quarantaine de tableaux dont la valeur est estimée à cent millions de dollars. Lassés par la mauvaise volonté des autorités magyares, les ayants droit ont lancé en juillet 2010 une action en justice contre le gouvernement hongrois, trois musées et une université, pour récupérer leur bien.

Les hostilités étant déclarées, un arrangement à l'amiable semble désormais improbable et le risque, pour nous, est de voir notre *Château de Blonay* migrer outre-Atlantique avec d'autres pièces maîtresses du musée des Beaux-Arts: par exemple, *Le Christ au Mont des Oliviers* du Greco, un des plus puissants chefs-d'œuvre du maître espagnol, qui vaut à lui seul le déplacement à Budapest.

JEAN-BLAISE ROCHAT

## Berlin-Stasi

STASI: ces cinq lettres ont terrorisé pendant près de quarante ans les citoyens d'Allemagne de l'Est. Véritable Etat dans l'Etat, d'une efficacité, d'un cynisme et d'une cruauté aussi redoutables que le KGB, cette police secrète de l'ancienne RDA (République démocratique allemande) a fait l'objet d'un livre paru en 2009, ce qui n'est évidemment pas par hasard puisqu'on a commémoré cette année-là les vingt ans de la chute du Mur de Berlin. Des ouvrages sur la Stasi (abréviation de *Staatssicherheit*, Sécurité d'Etat), il y en a bien sûr à foison, mais finalement très peu en français. L'ouvrage dont nous voulons parler a ceci de particulier qu'il a été écrit par un Français né à Pau! Jean-Paul Picaper apprend l'allemand sous l'impulsion de sa mère qui a tenu à lui faire apprendre la langue de Goethe au lycée «à des fins de réconciliation parce qu'elle avait été témoin des deux guerres»; il obtient ensuite une licence d'allemand à l'université de Bordeaux; avant de tenter l'agrégation, il doit accomplir une année de stage dans une université allemande; sur conseil de son professeur, il part en 1959 pour Berlin, s'inscrit à l'université libre de Berlin-Dahlem (créée pour se distinguer de celle de Berlin-Est)... et s'installe dans ce qui est redevenu la capitale allemande où il réside aujourd'hui encore. Il a été professeur de sciences politiques à l'université de Berlin-Ouest pendant treize ans (jusqu'en 1977), puis correspondant de divers journaux et publications français (*Figaro*, *Valeurs actuelles*, *Politique internationale*). Il fait donc partie de ces (rares) politologues français maîtrisant parfaitement l'allemand et fins connaisseurs de l'Allemagne contemporaine.

En près de cinq cents pages, divisées en cinq parties (la dernière est en fait réservée à des entretiens et témoignages fort intéressants d'anciens dissidents, d'agents de la Stasi, de «passeurs» Est-Ouest, etc.), l'auteur retrace l'histoire, brève (une quarantaine d'années), de cette véritable armée qu'était la Stasi, décrit par le menu son fonctionnement, son évolution, son influence tout au long de la guerre froide, ses réussites et échecs, ses querelles intestines (notamment entre son tout-puissant chef Erich Mielke et Markus Wolf, responsable de l'espionnage est-allemand).

On ne résume pas aisément un livre aussi compact en quelques lignes, aussi nous contenterons-nous d'en relever quelques éléments susceptibles d'intéresser nos lecteurs.

### Une organisation tentaculaire

Avant tout, et pour souligner le caractère monstrueux de ce qu'était devenue la Stasi au cours des années, voici quelques chiffres avancés par Picaper: «Le MfS [*Ministerium für Staatssicherheit*] – tel était son nom officiel – était passé de quelque cinq mille agents permanents au début des années 1950 à cinquante mille au début des années 1960 pour compter finalement près de cent mille collaborateurs attirés et salariés dans les années 1980. Comparée au nombre d'habitants de la RDA (dix-sept millions), elle fut le plus grand service secret de l'histoire». A cela il faut ajouter à l'Ouest les indicateurs, espions et autres agents d'influence ou provocateurs qu'on peut compter par dizaines de milliers. Ces chiffres donnent le tournis, mais ils expliquent en partie l'effondrement final du système à la fin des années 1980: avec autant de collaborateurs, la Stasi «s'est noyée dans la masse d'informations» que lui fournissaient ses collaborateurs.

### Le minage du mouvement étudiant

Picaper ne nous apprend certes rien de bien nouveau quand il écrit dans l'avant-propos que «cette armée [il parle bien sûr de la Stasi] était devenue un instrument politique. Elle visait à pénétrer les milieux intellectuels et politiques, à Berlin-Ouest et en RFA, pour orienter le climat global et agir comme un levier sur les décisions». C'est surtout dans le milieu étudiant que la Stasi joua un rôle décisif; comme le souligne sans ambages Picaper, «rien n'est plus mou et malléable qu'une université. C'est l'endroit idéal pour procéder à un échange standard dans la tête des gens et modifier leur langage, à condition naturellement de réduire l'influence de ceux qui occupaient auparavant ses chaires et de prétendre qu'ils débitaient des inepties». Et il va plus loin en ajoutant: «Dans les années 1960, les universités de Berlin-Ouest dédiées aux sciences sociales et politiques, histoire et philosophie, subirent une déculturation programmée qui se répercuta dans les années 1970 dans les écoles, puis, dans les années 1980 et 1990, dans les parlements, les tribunaux et les gouvernements, quand les soixante-huitards accédèrent à la vie professionnelle.»

L'auteur ne pouvait évidemment pas ne pas parler de quelques icônes soixante-huitards, tels Rudi Dutschke, «pierre angulaire [du mythe soixante-huitard], comme Cohn-Bendit en France», et dont les «antécédents, à l'Est, n'étaient pas ceux d'un authentique dissident», ou la fameuse Ulrike Meinhof, soi-disant anarchiste, mais agent d'influence avéré de Berlin-Est. C'est du reste, comme le précise Picaper, à la fille de cette dernière, Bettina Röhl, «journaliste et écrivain à Hambourg, que l'on doit d'avoir prouvé que la Stasi était à l'origine du mouvement révolutionnaire étudiant. [...] La rébellion soi-disant spontanée et libertaire des soixante-huitards allemands fut concoctée dans les officines d'Erich Mielke».

### Courageux

Il est rare qu'un journaliste prenne le contre-pied de la quasi-totalité de ses confrères et de la ligne rédactionnelle de son journal. C'est ce qu'a fait Etienne Dubuis dans *Le Temps* du 13 août. Dans un éditorial intitulé «Le meilleur choix face au réchauffement», il écrit notamment:

*Les changements climatiques qui ont jalonné l'histoire de la Terre ont posé un défi constant à l'humanité [...].*

*Le réchauffement actuel de la température globale a ceci de particulier que l'homme pourrait bien y être pour quelque chose [...]. Si l'humanité porte, même très partiellement, la responsabilité de cet événement, cela signifie aussi qu'elle a la possibilité, en modifiant ses habitudes, de limiter pour la première fois le changement climatique.*

*Le réchauffement peut donc être affronté aujourd'hui de deux façons. En tentant de s'y adapter, comme l'homme l'a toujours fait, ou en essayant de l'atténuer [...].*

*Le mouvement écologiste montre une préférence marquée pour la seconde option, convaincu qu'il est de l'impact négatif, et même catastrophique, des activités humaines sur la nature [...].*

*Opérer un tel choix a cependant un coût exorbitant. Limiter drastiquement les émissions de gaz à effet de serre revient à réduire la croissance, y compris dans les pays en développement. Il*

### Les facteurs d'un échec

Picaper s'étend assez longuement sur les facteurs qui ont conduit à la chute du Mur et à l'effondrement de l'Allemagne de l'Est, pourtant considérée comme un «fleur» de l'économie planifiée. On retiendra de son analyse deux éléments. D'abord, les dirigeants est-allemands ont sous-estimé le facteur «peuple» et ses aspirations toutes... matérialistes à profiter des biens de consommation dont il manquait cruellement, ainsi que, élément primordial pour l'auteur, «le désir de se défaire du carcan d'une idéologie-prison». Ensuite, Picaper souligne l'incurable cécité idéologique de ces mêmes dirigeants, enfermés dans le carcan du matérialisme dialectique et historique, doctrine estampillée scientifique par leurs dieux Marx, Engels et Lénine, et incapables d'imaginer que cette doctrine puisse se révéler fautive. «Ce qui n'était pas prévu par les "classiques" aurait été contraire au sens de l'histoire et ne pouvait donc avoir lieu», écrit Picaper qui poursuit: «Si l'édification du socialisme en RDA connaissait des revers, cela tenait essentiellement à la diversion et au sabotage capitaliste émanant de l'Ouest. Il suffisait de tenir en respect la bête immonde avec les armes de Mielke, ministre de la Stasi, et de Kessler, ministre de la Défense, pour l'empêcher de mordre avant qu'elle s'évanouisse en fumée».

### L'«ostalgie», phénomène pernicieux

En un chapitre, Picaper règle son compte à la fameuse «ostalgie», phénomène assez récent qui tend à montrer qu'après tout la vie en RDA n'était pas si difficile qu'on a bien voulu le dire. L'auteur ne le précise pas, mais le pourtant excellent film *Good Bye, Lenin!* n'a pas peu contribué à ce *relookage* de l'image de la RDA en une «couleur rose bonbon»; or cette «banalisation» a notamment pour conséquence que «la majorité [des jeunes Allemands de l'Est] ne sait plus rien des crimes commis par la

Stasi». Cependant, cette amnésie doublée d'une forme de «révisionnisme» s'explique assez bien. Selon l'ancienne dissidente Marianne Birthler, d'anciens dirigeants de la Stasi cherchaient «à embellir la réputation de la RDA en général et de la Stasi en particulier en mentant sur les réalités». D'un autre côté, on sait que la Stasi, entre fin 1989 et début 1990, a pu détruire de nombreux dossiers compromettants, parmi lesquels ceux impliquant «des personnalités haut placées en Allemagne de l'Ouest, en France, en Grande-Bretagne, en Italie [qui] avaient coopéré avec les services de l'Est à titre d'amis sinon d'agents»; or, se demande Picaper, «que se serait-il passé si l'on avait prouvé que d'anciens ministres avaient été des agents de l'Est?» On comprend alors mieux pourquoi les crimes commis par la Stasi ont bénéficié, et bénéficient encore, d'une certaine forme d'amnésie et ne font pas l'objet d'une couverture médiatique aussi large que les exactions nazies, frappées, elles, d'hypermnésie.

### Conclusion

L'ouvrage de Jean-Paul Picaper n'est pas exempt de défauts: il est assez touffu, la chronologie manque de clarté, on y trouve des redites. Mais il fourmille d'informations intéressantes, et on y sent l'empreinte de quelqu'un qui sait de quoi il parle, qui fut même acteur du conflit (comme il l'explique dans la première partie intitulée «Ma guerre froide»), au point de se voir «gratifié» d'un dossier dans les archives de la Stasi. S'il n'apporte pas de vraies révélations sur le fonctionnement d'un régime totalitaire, ce livre est à mettre entre les mains de toute personne qui s'intéresse à l'Allemagne d'après-guerre et aux dessous d'une police secrète qui n'existait finalement que par la terreur qu'elle inspirait.

FRÉDÉRIC MONNIER

Référence: Jean-Paul Picaper, *Berlin-Stasi*. Editions des Syrtes, Paris, 2009.

## Revue de presse

*semble donc plus raisonnable de privilégier une autre option.*

*Soit de miser sur la croissance, qui a pour vertu cardinale de donner aux populations plus de moyens d'adaptation. Tout en favorisant une révolution technologique susceptible sur le long terme de réduire les émissions à moindres frais.*

Les écologistes vont hurler et braire les malthusiens. La caravane passera-t-elle tout de même?

Ph. R.

### Un effet des réformes scolaires

Dans son éditorial de *L'Hebdo* du 19 août «Au secours de la matu», M. Alain Jeannot écrit:

*C'est devenu un leitmotiv: les bacheliers qui débarquent dans les hautes écoles n'ont pas le niveau. D'ailleurs, selon les facultés, entre 25 et 50% ratent leurs examens à la fin de la première année. Faut-il, au nom de la démocratisation des études, accepter ce taux d'échec stratosphérique? Ou faut-il, au contraire, se battre pour conserver à la maturité sa vraie valeur de passeport pour les études supérieures? Et dans ce cas, quelles réformes entreprendre? [...]*

M. Jeannot propose que le Canton de Vaud, comme certains autres cantons, institue le gymnase en quatre ans au lieu de trois (cette réforme, nous dit-il, «se chiffrerait en dizaines de millions»). C'est vrai qu'un certain nombre de gymnasiens pourraient ainsi combler les

lacunes accumulées tout au long de leur formation à cause des diverses «réformes» imposées depuis des années. Il faudrait donc avant tout revenir sur ces réformes. Et renoncer en outre à drainer vers les universités beaucoup d'élèves qui ne sont pas faits pour ces études. Ce à quoi il faut remédier, c'est l'idéologie qui depuis plus de trente ans inspire nos autorités scolaires.

E. J.

### Universitaires et presse gratuite

*24 heures* a publié, dans son édition du 21 août, une lettre d'un de ses lecteurs, dont voici l'essentiel:

*Le compte rendu d'une enquête menée par des chercheurs de l'Université de Zurich cite textuellement l'un des douze (!) membres de l'équipe. J'extrait cette phrase, qui met en cause les journaux gratuits: «La culture du gratuit a entraîné une croissance de la personnalisation, de l'émotionnalisation et de la boulevardisation des thèmes.»*

*Je remarque pour ma part que la culture universitaire peut entraîner une prose que n'auraient pas reniée d'illustres devanciers comme le père Ubu et les sieurs Trissotins et Diafoirus. Une telle enflure dépasse le grotesque de la farce pour atteindre une sorte de sublime de la pédanterie, sans dissimuler la maigreur de la pensée [...].*

Cette enquête était probablement elle aussi gratuite...

Ph. R.

## Le besoin de politesse

Le courrier des lecteurs de *24 heures* regorge de récriminations contre la « montée des incivilités ». Respecte-t-on de moins en moins les règles de la politesse? Une observation superficielle pourrait le laisser croire, mais la réalité est plus complexe.

En dépit de l'idéologie officielle qui prône, depuis 1968 pour simplifier, la méfiance envers la courtoisie des « bourgeois » (on ne dit plus « bourgeois »...), les gens ne se comportent pas tous comme des sauvages. La résistance à l'air du temps est forte, de sorte que les traits de savoir-vivre signés de plumes aristocratiques, ceux de Nadine de Rothschild, Hermine de Clermont-Tonnerre ou Sophie de Menton (la politesse dans l'entreprise...) remportent un franc succès. Tant que les humains ont un corps et que la vie sociale ne se transforme ni en combat de jungle ni en cohabitation indifférente de purs esprits « listés » sur quelque réseau informatique, le besoin de politesse demeure.

Les règles de la politesse constituent la plus grande partie de cet ensemble d'usages et d'habitudes appelés « mœurs », répandus dans une collectivité particulière à une époque donnée. La politesse fait le tissu social, semblable à un habit qui nous protège des agressions de nos congénères. Elle nous enseigne la manière de nous comporter pour éviter les heurts. Elle nous apprend à aborder une personne, à prendre congé d'elle; elle règle les manières de table, le deuil, les parades amoureuses, la toilette, la propreté. Ses préceptes sont utiles chaque fois que nous risquons d'importuner ou d'être importunés par des odeurs, des bruits ou des gestes inconvenants. La politesse aide à nous arranger de la présence physique d'autrui.

Celui qui contrevient aux règles n'est pas puni par la loi, mais par le ridicule ou la mise à l'écart du groupe. Dans une société saine, les règles du savoir-vivre sont plus contraignantes que les prescriptions légales. Elles ne sont pas immuables. Elles varient suivant les pays et les époques. Parfois des vagues d'antipolitesse menacent de submerger la société. Ce fut le cas lors de la Révolution française et sous tous les régimes totalitaires, où des forces égalitaires hostiles à la civilisation donnent le ton. On simplifie

alors les règles, ou on les supprime, pour en revenir à des relations prétendument « plus naturelles ». Ces périodes d'ensauvagement ne durent pas.

Le plus souvent, on soupçonne la politesse d'être hypocrite; on lui reproche d'exprimer une culture trop raffinée, voire efféminée; on la juge inégalitaire.

Ces critiques sont en partie justifiées, examinons-les une à une.

Les caractères entiers ont de tout temps vitupéré l'hypocrisie des civilités, comme Rousseau ou Robespierre par exemple, en plein accord avec le personnage d'Alceste dans le *Misanthrope* de Molière. Balzac lui-même dit des mœurs qu'elles sont « l'hypocrisie des nations ». La politesse dissimulerait l'inimitié et la rivalité. On se donne l'air de respecter son prochain alors qu'on complot sa perte. Personne n'aime l'hypocrisie et il est vrai que le respect des formes cache parfois des intentions nuisibles. Seulement, comme l'a laissé entendre M. Delacrétaux dans son article sur les babas, on peut aussi feindre l'authenticité qui masque parfois l'indifférence ou l'hostilité. Que de solitudes imposées la convivialité si prônée aujourd'hui ne cache-t-elle pas! Que le tutoiement généralisé dissimule mal les rapports de force! L'hypocrisie, qui se décèle facilement, est un risque à courir, que la politesse soit recommandée ou condamnée. Après tout, nous préférons qu'un patron nous licencie avec toute la courtoisie possible au lieu de nous jeter un beau matin à la rue, un carton à bananes sur les bras.

Parfois les règles de politesse codifiées jusque dans d'infimes détails se rigidifient, mais leur raffinement exagéré est obligatoirement suivi d'un assouplissement, voire d'un retour à une « saine rusticité ». En matière de politesse comme en toute chose, on profite de périodes d'équilibre entre deux excès.

Oui, la politesse est inégalitaire, c'est sa force. Les usages prennent tout leur sens dans les régimes d'ordre, c'est-à-dire différenciés. Au XIX<sup>e</sup> siècle, la politesse se construit autour de la nécessité de protéger les dames, considérées comme fragiles. Toute fièvre égalitariste anéantit la courtoisie. A quoi bon témoigner des marques différentes de politesse à un enfant, une comtesse, un général, une

femme de ménage ou un mendiant puisqu'ils se valent tous et ne méritent aucun traitement de faveur?

La politesse distingue, à double titre. D'une part, elle élève celui qui la pratique; elle le civilise et le remplit de satisfaction car il y a du plaisir à se montrer poli. D'autre part, le quidam qui en reçoit les marques accède au rang de personne véritable. Observons les réactions lorsqu'une vieille dame entre dans un bus bondé. Tel passager, le portable vissé à l'oreille, n'offre pas sa place; il a bien le droit de rester assis puisque, dans le meilleur des cas, il a payé son billet. Peut-être ignore-t-il les règles, ses parents ayant omis de l'éduquer. Il ne voit tout simplement pas autrui. La vieille dame vacillante, il ne l'a pas remarquée. Un autre passager cède sa place avec une moue renfrognée. Il respecte les règles mécaniquement, sans grâce. La vieille dame peut au moins s'asseoir. Un troisième passager se lève spontanément et adresse quelques mots à la dame, même s'il la sent quelque peu acariâtre. Elle lui fait penser à sa propre grand-mère...

La politesse fait exister celui qui en bénéficie. Les gens extrêmement courtois parviennent à moduler l'application des règles à chaque rencontre. Libérés du souci de savoir comment faire face à autrui, ils sont capables, grâce à leur parfaite connaissance des usages, d'exercer leur acuité psychologique et de s'intéresser à la personne elle-même.

D'un point de vue idéologique, la politesse est mal vue de nos jours précisément parce qu'elle se fonde sur le constat de différences et d'inégalités multiples qu'elle adoucit sans vouloir les effacer. La vague d'anti-politesse, celle des « incivilités », semble puissante, mais un mouvement tout aussi fort y résiste. Beaucoup de gens réclament le « respect » et la « reconnaissance ». Ils sentent confusément que la politesse répond à ces

besoins, que le savoir-vivre protège surtout les plus humbles. La simple courtoisie a longtemps suffi pour pacifier les rapports entre fumeurs, majoritaires, et non-fumeurs même si, il est vrai, elle n'a pas éradiqué la goujaterie. Depuis peu, la loi s'est substituée à la politesse. Le rapport de force s'est inversé. Pourquoi l'écrasante majorité non-fumeuse se soucierait-elle des fumeurs, désignés comme des criminels empêchant les abstinents de jouir des droits que la loi leur accorde? Les non-fumeurs se croient dispensés de tout effort de tolérance envers la minorité. Qu'on punisse les fumeurs ou qu'ils disparaissent! Quand la loi impose sa froide rigueur, il n'est pas sûr que la qualité des rapports humains y gagne.

Aristocrate normand éduqué sous l'Ancien Régime, Tocqueville remarquait que les Américains de son temps, bons démocrates plutôt rustres, apparaissaient tout à la fois « gênés et sans-gêne ». On ne saurait mieux décrire, en peu de mots, la situation actuelle en Europe. Comme la transmission des règles du savoir-vivre se fait mal, même dans les meilleurs milieux, à cause de l'idéologie égalitaire ambiante, beaucoup de personnes ne savent pas se comporter face à autrui, elles sont grossières par ignorance. De surcroît, elles se montrent empruntées, hésitantes, pressantant qu'une certaine éducation leur fait défaut. Sans doute seraient-elles reconnaissantes si on les instruisait une bonne fois des règles de la courtoisie.

Facilitant les contacts quotidiens, la politesse libère notre énergie sociale. Elle est le socle sur lequel des amitiés se fondent.

JACQUES PERRIN

Cet article doit beaucoup à l'excellent livre de Frédéric Rouvillois: *Histoire de la politesse de 1789 à nos jours*, Flammarion 2006.

### A qui la faute?

Dans la dernière *Nation*, Mme Claire-Marie Lomenech attirait notre attention sur la beauté et l'importance dans l'histoire de l'art des peintures qui ornent le corridor au rez-de-chaussée du Château Saint-Maire. Malheureusement, tout un chacun a rarement le privilège de pouvoir les admirer aujourd'hui. Il n'en a pas toujours été ainsi. Il y a quelques années – six ou sept ans? –, on entraînait librement au Château pour visiter l'édifice. Nous y sommes allés bien souvent, accompagnant des touristes qui faisaient avec nous le tour de Lausanne. Il n'était pas rare que les étrangers s'émerveillaient en constatant qu'on pénétrait ainsi librement dans un bâtiment officiel sans qu'aucun garde ne se tienne à la porte d'entrée pour filtrer les visiteurs.

Hélas! cet heureux temps est aujourd'hui révolu. Arrivant un beau matin au Château avec un groupe de touristes, nous eûmes la fâcheuse surprise de nous voir accueillis par un gendarme en station devant la porte d'entrée. Il nous demanda qui nous étions et ce que nous venions faire au Château avant de nous permettre de pénétrer dans l'édifice.

Pourquoi donc ce changement? Deux jours avant notre visite, M<sup>e</sup> Dolivo et quelques compères de la gauche vraiment à gauche s'étaient crus très malins de profiter de ce libre accès au Château pour aller de bon matin occuper la salle du Conseil d'Etat, empêchant ainsi le gouvernement vaudois de siéger dans son local habituel. Habile coup de pub qui a permis à nos gauchistes de faire pour un jour la une des médias. Mais on peut douter que cet épisode ait joué le moindre

rôle politique pour l'avènement de la « société sans classes » à l'instauration de laquelle la gauche révolutionnaire travaille inlassablement.

Quoi qu'il en soit, le mal est fait: le gendarme en faction fut ensuite remplacé par une porte supplémentaire fermant l'accès à la galerie où se trouvent les peintures. C'est dire que pratiquement très peu de gens ont l'occasion d'y pénétrer. Les mesures prises par le gouvernement sont justifiées. M<sup>e</sup> Dolivo et ses comparses, qui sont la cause de cette fermeture, pourront un jour raconter à leurs petits-enfants émerveillés comment ils ont, à 7 heures du matin – l'avenir radieux est à ceux qui se lèvent tôt –, occupé le Château St-Maire, étape mémorable vers « les lendemains qui chantent » de la société marxiste. Ils ne leur diront pas qu'ils nous ont ainsi privés d'avoir accès librement à notre patrimoine historique et artistique. Il est bon que les Vaudois s'en souviennent.

ERNEST JOMINI

### Qui a écrit cela?

La votation sur les minarets a enflammé les esprits, donnant lieu au déballage de tous les sentiments, allant de la tolérance multiculturelle baba au nationalisme suisse viril, de l'affirmation des droits humains et de la liberté confessionnelle à l'affirmation des inconciliables différences doctrinales entre Christianisme et Islam. Le clocher a aussi été évoqué, par souci de symétrie, comme symbole de l'arrogance chrétienne, imposant le rappel du culte aux adeptes des autres religions et aux athées. Notre citation rappelle que la sonnerie des cloches s'est en fait enrichie de moult usages tout à fait profanes au fil du temps.

[...] *C'est un apport du Christianisme, et tout à fait caractéristique, que ce son de la cloche rythmant la vie d'une communauté, clamant à tout un hameau, à toute une cité, qu'il est temps de travailler ou de se divertir, qu'il faut se réjouir d'une naissance, s'affliger d'un deuil ou prêter main forte en cas de sinistre. Les cloches auront tenu un rôle religieux au plein sens du terme: prolongeant l'appel à la prière, elles ont vraiment relié entre eux les chrétiens d'un même lieu, exprimé la vie communautaire d'une paroisse, traduit concrètement la*

*charité active impliquée dans le dogme de la communion des Saints. Même l'appel du minaret en civilisation musulmane n'a pas pénétré à ce point la vie des profanes, ou plutôt uni en une même vibration la vie profane et la vie religieuse; et il est curieux de penser que dans les pays où la Réforme a triomphé les églises catholiques se sont vu interdire l'usage des cloches, interdiction maintenue de nos jours encore en Angleterre. [...]*

Ce texte est extrait de l'ouvrage de Régine Perrenoud *Les grandes époques de l'art occidental*, paru en 1954 aux éditions du Chêne à Paris. Nous ne savons pas si les catholiques anglais sont toujours privés de cloches. Les catholiques vaudois, par contre, ont été soumis à la même interdiction jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle.

Ces lignes ont été proposées par M. François Besson à Granges-près-Marnand, qui gagne un abonnement gratuit d'une année à *La Nation*. Si, comme lui, vous désirez concourir pour gagner un tel abonnement, envoyez vos citations avec leurs références, vos coordonnées et la mention « Qui a écrit cela? » à [courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch), ou sous pli à: *La Nation*, C.P. 6724, 1002 Lausanne.

## LA NATION

Rédacteur responsable:  
Jean-Blaise Rochat

Rédaction et administration:  
Place Grand-Saint-Jean 1  
Case postale 6724, 1002 Lausanne  
Tél. 021 312 19 14 (de 8h - 10h)  
Fax 021 312 67 14

Internet: [www.ligue-vaudoise.ch](http://www.ligue-vaudoise.ch)  
Courriel: [courrier@ligue-vaudoise.ch](mailto:courrier@ligue-vaudoise.ch)

Imprimerie Beck, Lausanne

## Heurs et malheurs de l'armée de métier

Début de juillet, le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) a lancé une initiative intitulée «Oui à l'abrogation du service militaire obligatoire». Contre toute évidence, le GSsA affirme ne pas viser en l'occurrence la disparition de l'armée suisse. Nous n'en croyons rien. En fait, nous refusons de prêter un quelconque crédit moral à une organisation qui a opté pour la politique des petits pas et refuse même de l'avouer. En effet, le nom du GSsA et toute son histoire nous renseignent sans détour sur le but obsessionnel que poursuit ce groupe. Que l'histoire dudit groupe soit émaillée d'échecs n'est du reste pas fait pour nous rendre sympathiques ces acharnés.

Mais passons. Depuis les débuts de la campagne, le GSsA présente l'instauration d'une armée entièrement professionnelle comme une solution acceptable. Et c'est cette assertion extrêmement douteuse que nous aimerions examiner ici.

### Celui qui commande doit tenir le couteau par le manche

La séparation entre l'armée, détentrice de la force militaire, et la population au service de laquelle l'armée œuvre, ou du moins devrait œuvrer, crée un risque pour la population. Les divergences de vues et d'intérêt entre ceux qui donnent les ordres et ceux qui tiennent le couteau par le manche sont lourdes de disputes. Certes, nos contemporains occidentaux ont relégué la crainte d'un putsch militaire en terres européennes dans le domaine de la fiction, un peu comme ils refusent ne serait-ce que d'admettre la possibilité d'une guerre avec leurs voisins. Nous croyons cependant que seules l'idéologie et l'absence quasi totale de profondeur historique permettent un tel aveuglement.

Nous nous rendons compte du peu de portée de l'argument du putsch dans l'esprit de nos contemporains. De plus, pour parler franchement, tout ce que nous savons des chefs militaires actuellement en place tend à nous rassurer sur ce point. Il n'en demeure pas moins vrai qu'il est rassurant de voir l'armée et la population se confondre, même très partiellement.

### Une armée professionnelle coûteuse

En plus de la crainte d'un putsch, nombre d'arguments plus «présentables» plaident contre l'armée professionnelle ou invitent du moins à la plus grande prudence. Commençons par

parler argent, puisque cela touche même les idéologues indifférents à l'histoire. Une armée professionnelle coûte cher pour deux raisons au moins. Premièrement, la carrière militaire implique une retraite plutôt précoce, puisqu'on n'apprécie guère de voir sa défense assurée par des vieillards ou même des hommes bien mûrs. La professionnalisation exige par conséquent de verser très tôt, au terme d'une courte carrière, des retraites assez coûteuses.

Deuxièmement, une armée professionnelle ne peut se permettre l'économie d'équipements extrêmement coûteux. Une telle armée se doit en effet de mettre à la disposition de ses troupes le matériel le plus sophistiqué possible. C'est une manière non seulement de justifier l'emploi de professionnels seuls capables de faire bon usage de ce matériel, mais encore de compenser une inévitable réduction du nombre de soldats.

### Une armée professionnelle peu rentable

Bien qu'elle coûte cher, une armée professionnelle n'a jamais les moyens de s'offrir ce qu'une armée de milice peut se permettre. Prenons un exemple parmi d'autres, celui des spécialistes de l'exploitation ou de l'attaque des réseaux informatiques. Ces spécialistes jouent aujourd'hui un rôle important dans la plupart des conflits. Or, les salaires que ces personnes touchent dans la vie civile dépassent même ceux des militaires du plus haut rang. C'est-à-dire qu'il est à peu près impossible de s'offrir les services de telles personnes sur les budgets militaires. Le système de milice permet cependant d'accéder pour un prix relativement bas à un gigantesque réservoir de personnel. De plus, le système de milice se distingue de l'armée professionnelle parce qu'il ne se place que très rarement en concurrence directe avec l'économie privée. Une armée de milice peut donc s'épargner de mener une course au salaire qu'elle sait ne pas pouvoir remporter<sup>1</sup>.

A cela, il convient d'ajouter que, toutes réduites en nombre qu'elles puissent être, les armées professionnelles doivent former pléthore de soldats capables de mener à bien leur mission. Las, les armées professionnelles occidentales et leurs budgets réduits ne peuvent pas surenchérir par rapport aux salaires proposés par les sociétés militaires privées. Il en résulte qu'elles

voient partir chercher fortune dans le privé des personnes qu'elles ont formées à prix d'or, sur les deniers publics et pour un usage extrêmement limité dans le temps.

### Une planche de salut pour les populations les plus mal intégrées

La vocation pour le métier des armes, aussi noble soit-elle, n'est malheureusement jamais assez répandue pour garnir les rangs d'une armée. De la sorte, toute armée professionnelle finit fatalement par devenir la planche de salut des populations les plus mal intégrées. Une armée entièrement professionnelle propose en effet nombre de places de travail assez ingrates et mal payées. C'est-à-dire qu'elle propose des places de travail dont ne veulent que les soldats par vocation ou les pauvres diables incapables d'obtenir mieux.

Nous sommes bien évidemment conscients de la nécessité de se soucier des citoyens incapables de s'intégrer, ne serait-ce que parce que le désœuvrement conduit à tous les désordres. Il nous semble cependant tout sauf adéquat de confier la force militaire à nos concitoyens les moins aptes à s'occuper d'eux-mêmes. Il en va rien moins que de notre sûreté intérieure et de notre sécurité face à une attaque extérieure. Sans parler d'une éventuelle représentation militaire à l'étranger.

### Et la levée en masse?

Nous ne pouvons que rejeter l'idée d'instaurer une armée entièrement professionnelle en lieu et place de notre armée largement milicienne. On nous objectera peut-être que la levée en masse jette des peuples tout entiers les uns contre les autres, là où les guerres de professionnels ne voient s'affronter

que de faibles fractions des populations concernées. Nous répondons qu'une armée professionnelle, si elle ne remporte pas rapidement une victoire peu coûteuse en hommes, se voit contrainte de regarnir ses rangs dans l'urgence. Pour ce faire, elle finit toujours par enrôler, et par enrôler plus ou moins de force, des citoyens peu ou pas du tout préparés. La franchise oblige à qualifier ces malheureux de chair à canon.

Nous ajoutons que la préparation permanente de citoyens soldats au noble exercice des armes est substantielle à l'existence de notre armée de milice et à son caractère traditionnel. Cette solution est aussi éloignée que possible de la réification de soldats envoyés au massacre. Elle présente en outre l'avantage de renforcer le fédéralisme, puisqu'elle permet aux cantons d'envoyer à l'armée fédérale des soldats qui sont des citoyens, et même des citoyens cantonaux prêts à servir l'arme à la main, avant d'être des membres de l'armée fédérale. Ce système permet de rappeler cette évidence si souvent oubliée que chaque homme et chaque sou employé par la Confédération est un homme ou un sou d'un canton particulier.

Décidément, une solution dangereuse, coûteuse et peu rentable, proposée en remplacement d'un système traditionnel, bon marché et même valorisant n'est pas faite pour nous séduire.

PIERRE-FRANÇOIS VULLIEMIN

<sup>1</sup> On lira avec intérêt «L'armée de milice et la concurrence économique», article mis en ligne par le lieutenant-colonel EMG Ludovic Monnerat, le 23 novembre 2008. (V. [www.ludovicmonnerat.blogspot.com](http://www.ludovicmonnerat.blogspot.com), site continué depuis lors sur [www.ludovicmonnerat.com](http://www.ludovicmonnerat.com)).

## Le Coin du Ronchon

### Le monde bouge, les Vaudois se traînent

Dans la plupart des pays européens, la vitesse autorisée sur les autoroutes est de 130 kilomètres à l'heure. L'Allemagne, dans un esprit de liberté, d'ouverture, de progrès, d'audace, a préservé l'ancien privilège de n'imposer aucune limitation générale. La Suisse, elle, se replie frileusement dans un *Alleingang* solitaire avec une norme à 120 kilomètres à l'heure. Encore n'est-ce là qu'une limite toute théorique puisque, en pratique, les services administratifs chargés de la gestion des autoroutes ne sont jamais à court de prétextes pour imposer arbitrairement des vitesses inférieures. Cette tendance est particulièrement marquée depuis que les baillis fédéraux, depuis deux ans, exercent un pouvoir absolu et sans partage dans ce domaine. Le Canton de Vaud a dû se soumettre comme les autres: une grande partie de son réseau autoroutier a été aussitôt couvert de travaux interminables (en distance et en durée) destinés à habituer les automobilistes à ne plus dépasser les 80 kilomètres à l'heure. Sur le contournement de la capitale, où aucun aménagement n'a changé, la vitesse a été subrepticement réduite à 100 kilomètres à l'heure; pour justifier cette restriction inutile, LL.EE. de l'Office fédéral des routes, qui prennent les Vaudois pour des idiots, s'amuse à inventer tous les deux ou trois mois un motif différent – comme on l'a déjà fait remarquer ici il y a quelques temps. La dernière expli-

cation en date invoque cette fois le futur remplacement du revêtement de la chaussée: selon le choix du matériau, nous dit l'administration fédérale, la limitation de vitesse que l'on nous a toujours présentée comme provisoire sera peut-être rendue définitive. Les masques tombent!

Une poignée de fonctionnaires et d'experts s'affranchissent ainsi du code de la route issu du pouvoir législatif, et décident seuls des contraintes de plus en plus sévères qu'ils veulent imposer à cette quintessence de l'individualisme petit-bourgeois qu'est à leurs yeux l'automobiliste. Ils appliquent la pensée écolo-collectiviste moderne où le progrès ferroviaire passe par des vitesses toujours plus élevées tandis que le «progrès» routier consiste en un ralentissement et un engluement du trafic.

Des députés vaudois ont manifesté leur agacement face aux diktats autoroutiers fédéraux. En vain, évidemment. S'ils le voulaient, les élus du Canton à Berne pourraient avoir davantage de poids, surtout au moment où l'Assemblée fédérale s'appête à choisir un nouveau ministre des transports: le rétablissement des libertés publiques sur les autoroutes vaudoises devrait être une condition *sine qua non* de la nomination du successeur de M. Moritz Leuenberger. Y aura-t-il un major Davel autoroutier parmi nos parlementaires?

LE RONCHON

### Le jeu des différences

Communiqué ATS du 7 août 2010, à 14h15: *Un homme de 18 ans ne possédant pas de permis de conduire a été victime d'un accident après avoir perdu le contrôle de sa puissante limousine à Menziken (AG). Ce jeune Serbe et son passager âgé de 16 ans sont restés indemnes après que le véhicule a heurté un mur vers 02h30. Tous deux ont aussitôt pris la fuite, non sans avoir pris le soin d'arracher les plaques d'immatriculation. Le conducteur, fortement sous l'emprise de l'alcool, a été interpellé par les forces de l'ordre après qu'il est retourné un peu plus tard sur les lieux de son forfait.*

Le même jour, à 15h23, l'ATS diffuse une seconde version du communiqué: *Un homme de 18 ans ne possédant pas de permis de conduire a été victime d'un accident après avoir perdu le contrôle de sa puissante*

*limousine dans la nuit de vendredi à samedi à Menziken (AG). Le jeune homme et son passager âgé de 16 ans sont restés indemnes après que le véhicule a heurté un mur vers 02h30. Tous deux ont aussitôt pris la fuite, non sans avoir pris le soin d'arracher les plaques d'immatriculation. Le conducteur, fortement sous l'emprise de l'alcool, précise la police, a toutefois été interpellé par les forces de l'ordre après qu'il est retourné un peu plus tard sur les lieux de son forfait. Des voisins ont averti la police, a indiqué cette dernière dans un communiqué samedi.*

On constate que deux ou trois détails insignifiants ont été ajoutés dans la seconde version, tandis qu'une information «politiquement incorrecte» a été curieusement effacée.

P.-G. B.